

# «La transition énergétique coûtera 12,9 milliards par an»

**CLIMAT.** La neutralité carbone voulue par la Confédération pour 2050 n'est pas un objectif irréalisable pour la Suisse, pour autant que tous jouent le jeu, estime l'Association suisse des banquiers.

**Pascal Schmuck**

Le montant de la facture pour la transition énergétique d'ici 2050 est connue: il en coûtera à la Suisse 387,2 milliards de francs. Ou 12,9 milliards par an, selon une étude réalisée par l'Association suisse des banquiers (ASB) et le cabinet Boston Consulting Group (BCG) publiée jeudi. Le montant équivaut à 2% du Produit intérieur brut (PIB) de la Confédération.

Bonne nouvelle: la place financière suisse se dit en mesure de financer les investissements nécessaires à près de 91% avec les crédits et marchés aux capitaux. Mauvaise nouvelle: ce sont les particuliers et les entreprises qui régleront la note. Car pour réduire les émissions de gaz à effets de serre, il faudra passer par la rénovation de bâtiments et surtout par la conversion des parcs de véhicules, les automobiles étant les principales concernées.

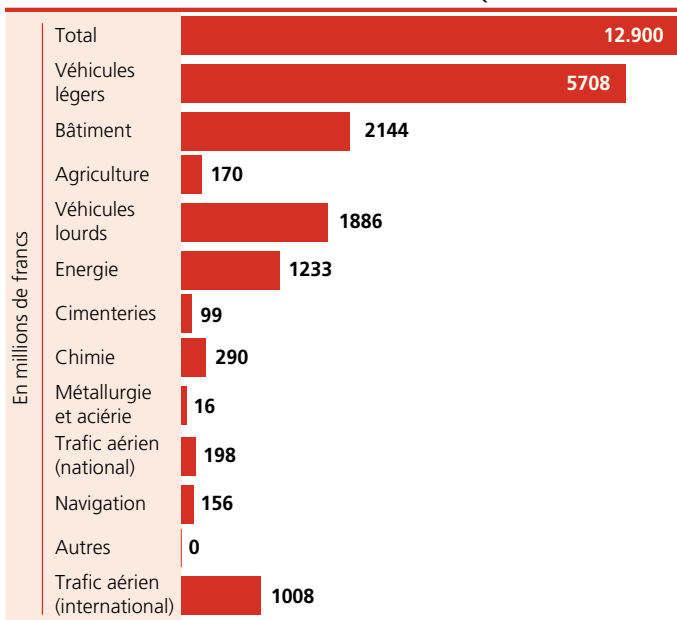
«Les initiatives se multiplient mais ce mouvement pourrait encore s'accélérer avec des conditions-cadre adaptées»

**August Benz,**  
Vice-CEO de l'ASB

«La Suisse s'en sort bien en comparaison internationale», a souligné Chris Schmid, du Boston Consulting Group lors d'une conférence virtuelle jeudi matin. En effet, elle n'a que peu d'industrie lourde et elle produit déjà assez d'énergie pour arriver à ses fins. «La Suisse a donc largement la possibilité d'atteindre ses objectifs», a ajouté le managing partner de BCG Suisse.

Mais pour décrocher le «zéro émission nette» fixé par le Conseil fédéral, la clé du succès dépendra surtout de la

## LA FACTURE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EST CONNUE



Il en coûtera 12,9 milliards par an en moyenne pour atteindre l'objectif 2050 fixé par le Conseil fédéral.

Association Suisse des Banquiers

coopération entre la Confédération, les entreprises et les particuliers ainsi que la place financière, prévient l'ASB. Thomas Rühl, directeur de la recherche et August Benz, vice-CEO de l'ASB, ont répondu à trois questions de L'Agefi.

■ **Les particuliers seront au cœur de la transition énergétique. Comment les banques comptent-elles les convaincre? Avec des taux plus bas?**

**Thomas Rühl:** Il existe déjà des banques qui ont des offres en ce sens. Mais cela se traduit aussi par des coûts pour ces établissements et il ne faut pas oublier que l'Etat a également un rôle à jouer avec des mesures de soutien. Celles-ci pourraient encourager les banques à se montrer plus généreuses.

Rappelons ensuite que l'attribution de crédit comporte toujours une part de risque. La fixation de taux d'intérêt

fait partie de ce processus. Le risque climatique y est désormais toujours plus intégré et il n'est donc pas exclu qu'à l'avenir, les investissements neutres en carbone ou ayant un impact positif sur l'environnement puissent bénéficier de conditions avantageuses.

■ **Les banques pourraient-elles à l'avenir s'opposer à des financements de projets parce qu'ils ne sont pas assez verts?**

**August Benz:** A chaque attribution de crédit, une banque doit vérifier la solvabilité du projet. Ensuite s'y ajoutent d'autres critères qui varient selon les banques et certaines pourraient accorder plus de poids à l'aspect de la durabilité, pour autant que ses propres standards soient satisfaits. En outre, tout dépendra de la région où ces crédits sont demandés. Il existe déjà en Suisse des établissements où

ces critères environnementaux jouent un grand rôle dans le processus d'attribution des crédits et d'autres qui y accordent encore une importance moindre. Nous sommes convaincus que cette variété est bonne pour la concurrence, aussi bien pour les clients individuels que pour les entreprises. Toujours plus de banques s'engagent en faveur du climat mais ce n'est pas le fait de toutes, car cela dépend des clients: si leur demande croît, les banques y répondent.

■ **Qu'attendez-vous comme conditions-cadre de la part des milieux politiques pour réussir cette transition énergétique? Qu'ils agissent vite?**

**August Benz:** Nous pensons bien entendu à des incitations fiscales, mais il y a beaucoup d'autres points qui peuvent être soutenus. A nos yeux, il est important que la place financière suisse garde sa vitalité et que la régulation à venir ne la menace pas. Nous ne voulons pas émettre de recommandations mais il existe toute une palette de possibilités. Ce sera aux milieux politiques de décider.

Pour le moment, les définitions ne sont pas assez claires et il reste encore beaucoup de travail à accomplir. Les autorités ne restent pas inactives malgré les rejets dans les urnes, et les milieux économiques sont déjà bien engagés dans cette voie. Il n'y a quasiment plus de discussions avec les clients qui n'abordent pas cette dimension. La pression des clients est bien réelle et le secteur privé s'y est très vite adapté. En outre, les initiatives se multiplient mais ce mouvement pourrait encore s'accélérer avec des conditions-cadre adaptées. ■